

Le Vieux-Montréal Laboratoire du patrimoine montréalais?

Dinu Bumbaru

Numéro 72, printemps 1997

Vieux-Montréal

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/16961ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Éditions Continuité

ISSN


0714-9476 (imprimé)

1923-2543 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Bumbaru, D. (1997). Le Vieux-Montréal : laboratoire du patrimoine montréalais? *Continuité*, (72), 53–57.



LE VIEUX-MONTRÉAL

Laboratoire du patrimoine montréalais ?

Photo: Sylvain Majeau

L'arrondissement historique du Vieux-Montréal saura-t-il un jour être la pierre d'assise du patrimoine de la métropole ?

par Dinu Bumbaru

Le Vieux-Montréal est un lieu plein d'enseignements. Au fil des décennies, citoyens, élus et fonctionnaires se sont penchés sur le sort de ce haut lieu du patrimoine et de l'histoire et

ont tenté, sinon d'en enrichir le sens, du moins d'en freiner l'appauvrissement. Mais la vision du Vieux-Montréal et la pratique de conservation qu'on y a développée ont-elles servi d'inspiration pour l'ensemble du patrimoine montréalais ? Longtemps présenté comme une pierre d'assise du patrimoine de la métropole, le

Vieux-Montréal a-t-il vraiment contribué à bâtir une culture montréalaise fière de son patrimoine ? L'arrondissement historique a-t-il assumé son rôle de locomotive du patrimoine montréalais ? Force est de constater que le lien n'est pas fort entre Vieux-Montréal et patrimoine montréalais. Mais peut-être est-ce



La portée des gestes posés dans l'arrondissement historique ne se mesure pas à l'aune des investissements, au nombre de bâtiments protégés ou de trottoirs refaits. Ici, la rue Saint-Paul et, en arrière-plan, le dôme du marché Bonsecours.
Photo: Gilles Lauzon

dû tout simplement au fait que personne ne s'est vraiment attardé à bâtir ce lien...

LA VALEUR DU VIEUX-MONTRÉAL

En 1964, lorsque le Vieux-Montréal, abandonné et vraiment en péril, a été déclaré « arrondissement historique », il répondait à une série de valeurs culturelles. On voulait sauver les traces de la première époque de la ville et le sens puissant de l'histoire et d'une architecture. Les premières interventions, menées par des citoyens pionniers, visaient à renforcer le sens de cette histoire, à souligner la valeur de témoignage de plusieurs bâtiments.

C'était le temps des maisons historiques. Pour sauvegarder un patrimoine alors fort menacé, on le restaurait, voire on le reconstruisait. À l'époque, on sauvait le patrimoine en le livrant à des exercices qui, sur des bases plus ou moins scientifiques, en renforçaient l'allure historique, le plus souvent au prix de sa matière authentique. Mais Montréal n'était pas le chef-lieu de ces reconstructions confortables, elle n'en était pas non plus la source. Pour pouvoir apprécier toutes ces interventions menées sur le territoire du Vieux-Montréal, la première chose à faire serait de savoir ce qu'on visait à préserver lorsqu'on a créé l'arrondissement.

L'arrêté en Conseil du 8 janvier 1964, qui fait du Vieux-Montréal un arrondissement historique, ne motive nullement le sens de ce geste important. Il s'appuie simplement sur la recommandation de la Commission des monuments historiques du 19 novembre 1963, recommandation elle-même vide de toute référence à la valeur du Vieux-Montréal. Deux semaines plus tôt, cette Commission avait convenu de répondre à la demande de la Ville de Montréal et de rencontrer les gens pour « préciser les bornes de cet arrondissement historique de manière à y inclure le territoire qui renferme les vieilles maisons et les sites qu'il y a à conserver à Montréal ». Doit-on en déduire que le Vieux-Montréal n'est qu'un parc de vieilles maisons ?

Ces documents officiels n'expliquent pas les motifs qui justifient qu'on veuille préserver le Vieux-Montréal. On dira qu'on voulait préserver le Vieux-Montréal parce qu'il représentait le patrimoine montréalais. Mais qu'est-ce que le Vieux-Montréal ? Les édifices, les rues et leur trame, c'est-à-dire les lieux et les objets matériels et les activités qu'ils abritent ? Les atmosphères, les textures, la patine

du temps ou le sens de l'histoire, c'est-à-dire les qualités intangibles qui se dégagent de ces lieux ou de ces édifices, des plaques commémoratives ou des vestiges de toute nature ? La relation entre les lieux et les édifices, leur échelle, les proportions et les règles de composition architecturales, les traces du geste des tailleurs de pierre et des artisans, c'est-à-dire des messages que le vieux quartier nous communique mieux que bien des livres ?

En 1996, plusieurs exercices ont été menés qui auraient pu dire ce qu'est le Vieux-Montréal. Avec les participants à la Table de concertation, la Ville de Montréal a cherché à identifier un plan de développement pour le secteur. Parallèlement, le Bureau de promotion du Vieux-Montréal a formé un Groupe de travail sur l'identité historique du Vieux-Montréal pour clarifier, avec l'aide d'historiens et de muséologues de renom, le message historique de l'arrondissement articulé autour du concept évocateur de « cité », et identifier les lieux ou les édifices qui en expriment les périodes majeures. Ces exercices apportent des éléments de réponse aux questions d'économie et d'histoire, mais pas à celles du patrimoine à conserver. La Ville a bien promis de mettre en place des principes directeurs en matière de patrimoine pour Montréal et l'arrondissement historique mais, à Montréal comme à Québec, les promesses de ce genre sont souvent frappées de longs comas...

Somme toute, on s'est donné un arrondissement historique à Montréal pour satisfaire en bonne partie le sentiment, sincère à l'époque, de sauvegarder un bien précieux. Depuis, on ne se pose plus vraiment de questions. Pas étonnant dès lors que, n'ayant pas de point de référence, on ne puisse apprécier à leur juste valeur les gestes posés au cours des 33 dernières années.

UN PRÉTEXTE À INTERVENTIONS

Faute d'un objectif clair et conscient, le Vieux-Montréal a été la proie de tous les discours doctrinaires des architectes, urbanistes, ingénieurs ou « metteurs » en valeur, professionnels ou amateurs. Longtemps, on a jumelé de force les mots « patrimoine » et « restaurer », histoire de rendre le patrimoine plus patrimonial qu'il ne pouvait l'être. Puis on est passé à l'ère de la « mise en valeur » ou de l'« interprétation », histoire de rendre le patrimoine plus communicatif ou plus

showbiz qu'il ne l'était. Plus tard, on a fait un acte de contrition économiste et on a parlé de l'« adaptation aux réalités économiques ». Aujourd'hui, on parle de « gestion concertée » ou de « partenariat ». Sous la férule des idéologies dominantes, la Ville brade pratiquement tout le patrimoine municipal et le ministère de la Culture et des Communications fait fonder son action en matière de patrimoine en même temps que son bureau de Montréal.

Le temps d'une génération, l'arrondissement historique, bien que jouissant de mécanismes de contrôle et de gestion fine bien appuyés par la loi, a été le terrain, voire le laboratoire, de toutes sortes d'expériences et d'interventions. De la réparation la plus modeste et respectueuse à la création architecturale la plus provocante au nom d'une indéfinissable réalité contemporaine, en passant par le façadisme le plus déplorable, le Vieux-Montréal est devenu un recueil dans lequel on peut lire l'évolution (ou l'absence d'évolution) des pratiques de conservation. Ce qui est fort intéressant sur le plan didactique ou intellectuel démontre crûment à quel point on a manqué de cohérence ou de conscience. Est-il bien responsable de laisser une macédoine d'interventions traduire le principe original de protection du patrimoine ?

Un tel état de fait est un peu inévitable. On ne peut tout planifier et tout contrôler. À certains égards, une certaine diversité est préférable à un *look* vieux quartier imposé de manière totalitaire. Heureusement, la forte et riche personnalité du quartier patrimonial a pu atténuer cette cacophonie. Mais ce n'est pas parce que les pierres et les édifices traduisent une certaine durabilité qu'il faut croire que le quartier est bien conservé. La portée des gestes posés dans l'arrondissement historique et sur le patrimoine ne se mesure pas à l'aune des investissements, au nombre de bâtiments protégés ou de trottoirs refaits. La quantité sera toujours une mesure inexacte de la qualité.

ACTEURS PUBLICS ET PRIVÉS

À partir de 1979, la Ville et le Ministère signent puis renouvellent des ententes pour la mise en valeur du Vieux-Montréal et du patrimoine montréalais. Ces outils fort importants marquent un tournant dans l'attitude des décideurs publics face au Vieux-Montréal et au patrimoine ainsi qu'une ouverture sur les exigences de la

conservation. La situation réelle doit être prise en compte. Le patrimoine demeure en bonne partie entre les mains de propriétaires privés et c'est avec eux qu'il faut négocier la préservation de valeurs collectives.

Malgré les effets bénéfiques de ces ententes, on peut regretter qu'elles n'aient pas servi à affermir le réseau patrimonial montréalais en s'associant une plus grande diversité d'acteurs pour la définition des stratégies sous-jacentes. Cet état de fait tient en partie à l'allergie traditionnelle des institutions à la participation de groupes d'autres natures à leurs affaires. S'il est vrai qu'il y a eu, au fil des ans, des contacts occasionnels entre fonctionnaires et représentants de groupes ou associations professionnelles, il est tout aussi vrai que des groupes bien reconnus comme Héritage Montréal n'ont pu qu'observer à distance et sans mot dire l'évolution des ententes. Ils sont restés des témoins muets des escarmouches que se livraient les factions dans l'administration municipale avec, somme toute, peu d'égard véritable pour le patrimoine lui-même.

La faible présence des groupes tient aussi au faible niveau d'organisation du milieu du patrimoine montréalais caractérisé par une grande diversité. Les expériences, les intérêts, les ressources et les opinions des groupes varient grandement. Le bénévolat occupe une large place et constitue une force qui compense le manque de permanence. Mais il rend aussi plus difficile un engagement dans des actions soutenues comme celles qui suivraient les cycles des organismes publics. Le mouvement commence à peine à se donner des moyens de travailler à des actions concertées par le biais, par exemple, de Coordination Patrimoine Montréal. Cette organisation a été mise sur pied à la suite d'une rencontre tenue au Monument national, le 4 novembre 1995, dans la foulée des Assises du patrimoine du Grand Montréal de 1990 et 1991 et des travaux rassemblés du Forum québécois du patrimoine de 1991 à 1995. Fait à noter, le Vieux-Montréal occupait une mince place dans les préoccupations communes des nombreux groupes présents à cette rencontre.

Dans un tel contexte, on comprendra qu'il est difficile de répondre aux « attentes » des gestionnaires publics qui cherchent dans la concertation une réponse à leur quête de répondants structurés, hiérarchi-

DES RUINES DÉCEVANTES

L'ensemble de l'ancien siège de la Banque Royale (H.C. Stone, 1907) et de la Dominion Express (E. & W.S. Maxwell, 1912), angle des rues Saint-Jacques et Saint-François-Xavier, est en lambeaux et à l'abandon depuis des années, après avoir appartenu à la Communauté urbaine de Montréal qui l'a cédé en exigeant la préservation des façades. Avant de faire faillite, le promoteur s'est empressé de dépecer et de vendre aux enchères les morceaux de l'édifice. En octobre dernier, quatre statues géantes en marbre qui ornaient la frise de l'ancien siège de la Banque Royale ont été sauvées *in extremis* de l'exportation. À l'époque, les services municipaux étaient si fascinés par le projet qu'ils ont permis la démolition de bâtiments historiques pour la construction d'un garage étagé postmoderne en pleine rue Saint-Jacques. Certains ont vu trop gros...



La protection du patrimoine dans un quartier historique ne peut se résumer à la fabrication de décors à partir d'éléments anciens. Ici, le Centre de commerce mondial, rue Saint-Jacques, en 1989. Photo : Dinu Bumbaru



Le Vieux-Montréal, par la masse critique de bâtiments patrimoniaux qu'il abrite et en raison d'un statut qui justifie une action des pouvoirs publics, peut servir de plate-forme pour développer des savoir-faire applicables ailleurs.

Ici, l'édifice Ernest-Cormier érigé en 1905, rue Notre-Dame, en face de l'ancien palais de justice.

Photo : Gilles Lauzon

sés et, si possible, cohérents pour prendre le relais à l'heure du partenariat. Aussi, il faut constater que le Vieux-Montréal, où interviennent bien des intérêts en matière de patrimoine, ne fait pas encore l'objet d'une représentation claire de la part du milieu patrimonial.

BILAN... QUANTITATIF DE LA CONSERVATION

En 1989, le Ministère et la SIMPA commandaient à une firme privée un bilan des ententes de 1979 à 1989. Ce document intéressant et révélateur dresse un bilan fort impressionnant. On y parle de patrimoine montréalais et beaucoup du Vieux-Montréal, mais très peu de valeur patrimoniale, préférant de loin la notion plus quantifiable et, incidemment, impossible, de valeur des investissements immobiliers. Ce qui ressort également de ce bilan, c'est l'absence de tradition de conservation du patrimoine à Montréal.

Certes, les nombreux projets réalisés grâce aux ententes et à la compétence des fonctionnaires chargés de les gérer ont beaucoup amélioré le sort du Vieux-Montréal et du patrimoine montréalais. Cependant, le cloisonnement des interventions par projet, dans un contexte où aucun des deux partenaires (la Ville et le Ministère) n'a de politique du patrimoine ni de principes de conservation, a empêché l'établissement et l'affirmation durable d'une vision cohérente du patrimoine, de sa protection et de sa valorisation à Montréal.

C'est ainsi que, d'une part, on a pu, avec les mêmes ententes, réaliser le Centre d'histoire de Montréal, de nombreuses fouilles archéologiques et, d'autre part, repaver de granit la rue de la Commune dans un esprit qui, certes plein de quali-

tés urbaines ou esthétiques, ne correspond pas au caractère humble de cette voie historique. Faute de politiques solides en matière de patrimoine, les ententes ont glissé du financement de projets précis où des programmes de développement de connaissances étaient prévus, au financement de projets qui ont peut-être plus à voir avec l'apparence du Vieux-Montréal qu'avec le patrimoine montréalais.

Au-delà de ces observations générales, le fait demeure qu'une véritable appréciation qualitative de ces ententes et de leur efficacité se laisse attendre. Une telle appréciation pourrait constituer une occasion privilégiée de réfléchir sur les projets autant que sur les principes.

VIEUX-MONTRÉAL ET PATRIMOINE MONTRÉALAIS

Se préoccuper du sort de l'ensemble du patrimoine montréalais ne devrait pas mener à un désintéressement face aux problèmes particuliers de l'arrondissement historique. Il ne faut pas les opposer l'un à l'autre mais, au contraire, les associer plus étroitement. Les réalisations dans le Vieux-Montréal comptent désormais parmi les actifs du premier quartier et de l'ensemble de la métropole. Pourtant, bien des bâtiments, dont certains comptent parmi les plus intéressants, sont négligés et se dégradent. Cette situation pose des défis qui ne sont pas spécifiques au Vieux-Montréal. Mais ce dernier, par la masse critique de bâtiments patrimoniaux qu'il abrite et en raison d'un statut qui justifie une action des pouvoirs publics, peut servir de plate-forme pour développer des savoir-faire applicables ailleurs. Les défis du Vieux-Montréal peuvent permettre, par exemple, d'identifier et d'implanter des vocations durables dans les édifices vacants mais aussi constituer une occasion de se donner un véritable agenda scientifique sur les méthodes de conservation.

Depuis des années, on a beaucoup réfléchi à la question des usages et des vocations, parallèlement à une réflexion sur les mécanismes de contrôle des interventions architecturales. Cela n'est pas sans effets pervers. Par exemple, dans le Vieux-Montréal, la préoccupation quasi obsessionnelle pour l'accroissement des densités d'activité, pour les résultats comptables et pour les stationnements, a amené les organismes publics, paramunicipaux en particulier, à investir massivement dans des constructions neuves de grande

UN EXEMPLE À SUIVRE

Assumés par le privé, les travaux en voie de réalisation à la chapelle Notre-Dame-de-Bonsecours conjuguent conservation architecturale, archéologie, restauration d'œuvres d'art et muséologie. Ils devraient servir à édifier d'une manière systématique un corpus de connaissances en conservation. L'exercice pourrait profiter à l'ensemble du patrimoine. Le partage des connaissances contribuerait à développer notre sens de la tradition.

envergure, souvent hors d'échelle et peu respectueuses du patrimoine bâti, urbain ou archéologique, alors que les édifices patrimoniaux, eux, restaient sans entretien de l'autre côté de la rue. Devant cela, on peut se demander s'il n'aurait pas été plus « rentable » pour le patrimoine de mener des programmes d'aide à l'entretien de base (et non pas uniquement à la restauration) et de créer des incitatifs fiscaux, au lieu de grands projets qui ont nécessité des injections massives de fonds, faussant souvent les statistiques. Le principe de base de la conservation n'est-il pas d'intervenir minimalement et de façon soutenue...?

VERS UNE VISION COHÉRENTE

Il y a 30 ans, d'autres villes nord-américaines ou européennes ont inspiré les pionniers de la sauvegarde de l'arrondissement historique. Aujourd'hui, on peut à nouveau examiner les expériences menées ailleurs pour améliorer notre pratique de la conservation. Partout, on apprend qu'il ne suffit pas d'attribuer un statut légal pour assurer la protection d'un bien historique à long terme. Une réflexion fort importante est entamée à l'échelle internationale sur ce qu'on appelle le suivi, ou *monitoring*, et sur les méthodes et l'esprit de collaboration qui doivent s'en dégager.

Au Sri Lanka, les autorités nationales ont demandé à l'ICOMOS d'examiner, avec le concours d'experts étrangers, notamment canadiens, et sri lankais, l'état de conservation et de gestion de plusieurs sites et de fournir des recommandations aux gestionnaires pour les aider à améliorer la qualité de la conservation. Pourquoi ne pas réaliser une telle démarche à Montréal, métropole ouverte sur le monde? Le Ministère, la Ville, la Communauté urbaine, Parcs Canada et ICOMOS pourraient se réunir pour faire le point sur l'état de conservation de ce patrimoine national et entendre les acteurs intéressés.

Une première étape serait de clarifier la valeur culturelle du patrimoine montréalais. La ville de Québec, notre amicale rivale, a une expérience qu'il serait bon de comprendre, notamment en ce qui a trait à la relation qui existe dans l'esprit de ses citoyens entre le patrimoine de l'arrondissement historique et celui du reste de la ville. Question méthode, Parcs Canada possède une expérience des énoncés de valeur patrimoniale, l'UNESCO dispose de critères. Voilà des ressources dont il ne faut pas se priver au nom d'un orgueil qui

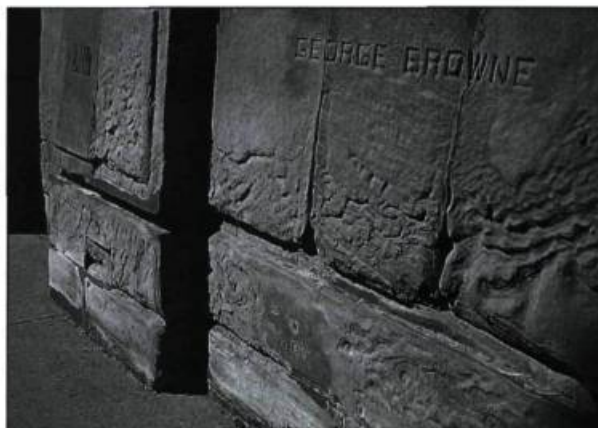
cache peut-être une malheureuse ignorance de leur existence.

Dans le contexte montréalais ou métropolitain, pour qu'une locomotive du patrimoine puisse jouer son rôle et tirer les wagons qu'on devrait éventuellement lui attacher, elle doit rouler sur un réseau de voies bien construites qui mènent quelque part. Faute de ces voies que sont les principes et les stratégies de conservation, faute de conducteurs qualifiés et engagés, faute d'examen régulier et transparent des pratiques, faute aussi de combustible, le train du patrimoine déraile trop souvent à Montréal et il ne faut pas s'en surprendre.

Regarder les défis et les succès du Vieux-Montréal, c'est se poser la question des traditions qu'il faudra continuer de bâtir pour que le patrimoine, tout le patrimoine, soit bel et bien protégé.

■
Dinu Bumbaru est directeur des programmes à Héritage Montréal et membre du comité exécutif d'ICOMOS Canada.

PIERRE OUBLIÉE



Détail de la pierre de l'ancienne banque Molson sur la rue Saint-Jacques, 1994.
Photo : Dinu Bumbaru

La pierre est un matériau d'apparence solide mais, soumise aux éléments, au sel et à la pollution, elle tombe malade. C'est ainsi que, faute de soins ou de connaissances scientifiques en la matière, de merveilleux ouvrages de pierre grise, de granit ou de grès tombent en poussière. C'est le cas de la Caverhill Learmont, rue Saint-Pierre, ou de l'ancienne banque Molson, rue Saint-Jacques. En 1997, aucun projet n'existe pour combler le vide de connaissances scientifiques sur la pierre montréalaise et ses maladies et pour développer les traitements nécessaires. La gestion « macro » du patrimoine a évacué, au profit de grandes analyses, la dimension plus concrète de la conservation de la matière dont ce patrimoine est fait. Certes, le patrimoine est affaire d'idées, de culture et de société, mais sa conservation est une médecine qu'on ne saurait négliger ou laisser à des apprentis-sorciers comme le sont bien des prétendus professionnels en la matière. La pollution n'attend pas un plan quinquennal ni ne demande de permis...